

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N°15-2024-013

PUBLIÉ LE 20 FÉVRIER 2024

# Sommaire

## **Direction Départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations /**

15-2024-02-15-00003 - Arrêté n° 24-SPAE-11 portant habilitation sanitaire à Mr PAILLUSSON Dorian, vétérinaire sanitaire (2 pages) Page 3

15-2024-02-15-00002 - Arrêté n° 24-SPAE-10 portant habilitation sanitaire à Mme GOYARD Célestine, vétérinaire sanitaire (2 pages) Page 5

## **Préfecture du Cantal / DCLE - Bureau des élections et de la réglementation générale**

15-2024-02-19-00001 - Arrêté n°2024 -0241du 19 février 2024 organisant la suppléance des fonctions de préfet du Cantal du mercredi 13 mars 2024 - 17Heures au jeudi 14 mars 2024 - 21 Heures. (1 page) Page 7

15-2024-02-20-00001 - Arrêté préfectoral n°2024-0246 du 20 février 2024 portant habilitation dans le domaine funéraire de la SARL "Établissement VERNHET Thierry" sise à Chaudes-Aigues. (1 page) Page 8

15-2024-02-20-00002 - Arrêté préfectoral n°2024-0247 du 20 février 2024 portant modification des tarifs des transports par taxis pour l'année 2024 (6 pages) Page 9

**Arrêté n° 24-SPA-E-11**

**attribuant l'habilitation sanitaire à Monsieur Dorian PAILLUSSON**

Le préfet du Cantal,

**VU** le code rural et de la pêche maritime et notamment ses articles L. 203-1 à L. 203-7, L. 223-6, R. 203-1 à R. 203-15 et R. 242-33 ;

**VU** le décret n° 80-516 du 4 juillet 1980 et le décret 2003-768 du 1<sup>er</sup> août 2003, relatif à l'exécution des mesures de prophylaxie collective des maladies des animaux ;

**VU** le décret n° 2004.374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

**VU** le décret de monsieur le président de la République en date du 29 juillet 2022 portant nomination de monsieur BUCHAILLAT Laurent en qualité de préfet du Cantal ;

**VU** l'arrêté ministériel du 23 juillet 2012 relatif aux conditions d'exercice du vétérinaire sanitaire ;

**VU** l'arrêté de la Première ministre et du ministre de l'intérieur et des outre-mer du 05 août 2022 portant nomination de madame Myriam SAVIO directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations du Cantal à compter du 30 août 2022 ;

**VU** l'arrêté n° 2022- 1399 du 02/09/2022 portant délégation de signature à madame Myriam SAVIO, directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations du Cantal ;

**VU** la demande présentée par monsieur Dorian PAILLUSSON, né le 11 mai 1996 et domicilié administrativement 59, avenue du Général de Gaulle 15500 Massiac ;

**Considérant** que monsieur Dorian PAILLUSSON remplit les conditions permettant l'attribution de l'habilitation sanitaire ;

**SUR** proposition de la directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations du Cantal ;

# ARRÊTE

## Article 1<sup>er</sup>

L'habilitation sanitaire prévue à l'article L. 203-1 du code rural et de la pêche maritime susvisé est attribuée pour une durée de cinq ans à monsieur Dorian PAILLUSSON, docteur vétérinaire, professionnellement domicilié 59, avenue du Général de Gaulle 15500 Massiac.

## Article 2

Dans la mesure où les conditions requises ont été respectées, cette habilitation sanitaire est renouvelable par période de cinq années tacitement reconduites sous réserve pour le vétérinaire sanitaire de justifier à l'issue de chaque période de cinq ans, auprès du préfet de son domicile professionnel administratif, du respect de ses obligations de formation continue prévues à l'article R. 203-12 du code susvisé.

## Article 3

Monsieur Dorian PAILLUSSON s'engage à respecter les prescriptions techniques, administratives et le cas échéant financières de mise en œuvre des mesures de prévention, de surveillance ou de lutte prescrites par l'autorité administrative et des opérations de police sanitaire exécutées en application de l'article L. 203-7 du code rural et de la pêche maritime.

## Article 4

Monsieur Dorian PAILLUSSON pourra être appelé par le préfet de ses départements d'exercice pour la réalisation d'opérations de police sanitaire au sein des lieux de détention ou des établissements pour lesquels elle a été désignée vétérinaire sanitaire. Elle sera tenue de concourir à ces opérations en application des dispositions de l'article L. 203-7 du code rural et de la pêche maritime.

## Article 5

Tout manquement ou faute commis dans l'exercice de la présente habilitation sanitaire entraînera l'application des dispositions prévues aux articles R. 203-15, R. 228-6 et suivants du code rural et de la pêche maritime.

## Article 6

La présente décision ne peut être déférée qu'auprès du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur. Ce délai commence à courir le jour où la présente décision a été notifiée. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible via le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

## Article 7

Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Cantal, madame la directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture.

A AURILLAC, le 15 février 2024

LE PRÉFET

par délégation,

La directrice départementale

de l'emploi, du travail, des solidarités

et de la protection des populations du Cantal,

*Signé*

Myriam SAVIO

**Arrêté n° 24-SPAE-10**

**attribuant l'habilitation sanitaire à Madame Célestine GOYARD**

Le préfet du Cantal,

**VU** le code rural et de la pêche maritime et notamment ses articles L. 203-1 à L. 203-7, L. 223-6, R. 203-1 à R. 203-15 et R. 242-33 ;

**VU** le décret n° 80-516 du 4 juillet 1980 et le décret 2003-768 du 1<sup>er</sup> août 2003, relatif à l'exécution des mesures de prophylaxie collective des maladies des animaux ;

**VU** le décret n° 2004.374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

**VU** le décret de monsieur le président de la République en date du 29 juillet 2022 portant nomination de monsieur BUCHAILLAT Laurent en qualité de préfet du Cantal ;

**VU** l'arrêté ministériel du 23 juillet 2012 relatif aux conditions d'exercice du vétérinaire sanitaire ;

**VU** l'arrêté de la Première ministre et du ministre de l'intérieur et des outre-mer du 05 août 2022 portant nomination de madame Myriam SAVIO directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations du Cantal à compter du 30 août 2022 ;

**VU** l'arrêté n° 2022- 1399 du 02/09/2022 portant délégation de signature à madame Myriam SAVIO, directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations du Cantal ;

**VU** la demande présentée par madame Célestine GOYARD, née le 04 avril 1997 et domiciliée administrativement place de l'an 2000 15220 Saint-Mamet ;

**Considérant** que madame Célestine GOYARD remplit les conditions permettant l'attribution de l'habilitation sanitaire ;

**SUR** proposition de la directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations du Cantal ;

# ARRÊTE

## Article 1<sup>er</sup>

L'habilitation sanitaire prévue à l'article L. 203-1 du code rural et de la pêche maritime susvisé est attribuée pour une durée de cinq ans à madame Célestine GOYARD, docteur vétérinaire, professionnellement domiciliée place de l'An 2000 15220 Saint-Mamet.

## Article 2

Dans la mesure où les conditions requises ont été respectées, cette habilitation sanitaire est renouvelable par période de cinq années tacitement reconduites sous réserve pour le vétérinaire sanitaire de justifier à l'issue de chaque période de cinq ans, auprès du préfet de son domicile professionnel administratif, du respect de ses obligations de formation continue prévues à l'article R. 203-12 du code susvisé.

## Article 3

Madame Célestine GOYARD s'engage à respecter les prescriptions techniques, administratives et le cas échéant financières de mise en œuvre des mesures de prévention, de surveillance ou de lutte prescrites par l'autorité administrative et des opérations de police sanitaire exécutées en application de l'article L. 203-7 du code rural et de la pêche maritime.

## Article 4

Madame Célestine GOYARD pourra être appelée par le préfet de ses départements d'exercice pour la réalisation d'opérations de police sanitaire au sein des lieux de détention ou des établissements pour lesquels elle a été désignée vétérinaire sanitaire. Elle sera tenue de concourir à ces opérations en application des dispositions de l'article L. 203-7 du code rural et de la pêche maritime.

## Article 5

Tout manquement ou faute commis dans l'exercice de la présente habilitation sanitaire entraînera l'application des dispositions prévues aux articles R. 203-15, R. 228-6 et suivants du code rural et de la pêche maritime.

## Article 6

La présente décision ne peut être déférée qu'auprès du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur. Ce délai commence à courir le jour où la présente décision a été notifiée. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible via le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

## Article 7

Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Cantal, madame la directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture.

A AURILLAC, le 15 février 2024

LE PRÉFET

par délégation,

La directrice départementale

de l'emploi, du travail, des solidarités

et de la protection des populations du Cantal,

*Signé*

Myriam SAVIO



# PRÉFET DU CANTAL

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

DCLE/BERG

## **A R R Ê T É n° 2024 - 0241 du 19 février 2024 organisant la suppléance des fonctions de préfet du Cantal**

### **Le préfet du Cantal,**

**Vu** la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**Vu** le décret du président de la République du 29 juillet 2022 portant nomination de M. Laurent BUCHAILLAT, préfet du Cantal ;

**Vu** le décret du président de la République du 29 juillet 2022 portant nomination de M. Alexandre KESTELOOT, sous-préfet, directeur de cabinet du préfet du Cantal ;

**Vu** le décret du président de la République du 22 septembre 2023 portant nomination de M. Hervé DEMAI, secrétaire général de la préfecture du Cantal ;

**Vu** l'absence de M. Laurent BUCHAILLAT, préfet du Cantal ;

**Vu** l'absence de M. Hervé DEMAI, secrétaire général de la préfecture du Cantal ;

**Sur** proposition du secrétaire général de la préfecture du Cantal ;

### **ARRÊTE**

**Article 1er** : M. Alexandre KESTELOOT sous-préfet, directeur de cabinet du préfet du Cantal, est chargé d'assurer la suppléance des fonctions de préfet du Cantal du mercredi 13 mars 2024 17h au jeudi 14 mars 2024 21h.

**Article n°2** : Le secrétaire général de la préfecture du Cantal et le directeur de cabinet sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

*Signé*

Laurent BUCHAILLAT

2 Cours Monthyon  
15 000 AURILLAC  
Tél. : 04 71 46 23 00  
Site internet : [www.cantal.gouv.fr](http://www.cantal.gouv.fr)



**PRÉFET  
DU CANTAL**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la Citoyenneté,  
de la Légalité et de l'Environnement**  
Bureau des élections et de la réglementation  
générale

**Arrêté n° 2024 – 0246 du 20 février 2024  
portant habilitation dans le domaine funéraire**

Le préfet du Cantal,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment, ses articles L 2223-23 et R 2223-56 à R 2223-65 ;

Vu le décret n°2020-917 du 28 juillet 2020 relatif à la durée de l'habilitation dans le secteur funéraire et à la housse mortuaire ;

Vu la demande d'habilitation transmise le 12 février 2024 par M. Thierry VERNHET, Gérant de la SARL Etablissement Vernhet Thierry sise Z.A. du Roucher à Chaudes Aigues (15) ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2023-1586 du 9 octobre 2023 portant délégation de signature à M. Hervé DEMAI, secrétaire général de la préfecture du Cantal ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Cantal ;

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :** La société à responsabilité limitée Etablissement Vernhet Thierry représentée par M. Thierry VERNHET sise Z.A. du Roucher à Chaudes Aigues (15) est habilitée pour exercer sur l'ensemble du territoire les activités funéraires suivantes :

- transport de corps avant et après mise en bière
- organisation des obsèques
- fourniture des housses, des cercueils et de leurs accessoires intérieurs et extérieurs ainsi que des urnes cinéraires
- gestion et utilisation des chambres funéraires
- fourniture des corbillards
- fourniture de personnel et des objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations à l'exception des plaques funéraires, emblèmes religieux, fleurs, travaux divers d'imprimerie et de la marbrerie funéraire.

**ARTICLE 2 :** Le numéro d'habilitation attribué est le suivant : 23-15-0026.

**ARTICLE 3 :** La durée de la présente habilitation est fixée à cinq ans.

**ARTICLE 4 :** Le secrétaire général de la préfecture du Cantal est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Thierry VERNHET et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Cantal.

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général

**Signé**

Hervé DEMAI



**PRÉFET  
DU CANTAL**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction Départementale de  
l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection  
des Populations

**A R R E T E n° 2024 - 0247 du 20 février 2024  
portant modification des tarifs des transports par taxis pour l'année 2024**

Le préfet du Cantal,

**VU** le code de commerce, notamment son article L 410-2 ;

**VU** le code des transports, articles L.3121-1 à L.3121-12, L.3124-1 à L.3124-5 et R.3121-1 à R.3121-33 ;

**VU** le décret n°2001-387 du 3 mai 2001 relatif au contrôle des instruments de mesure ;

**VU** le décret n°2015-1252 du 7 octobre 2015 réglementant les tarifs des courses de taxi ;

**VU** le décret du Président de la République en date du 29 juillet 2022 portant nomination de Monsieur Laurent BUCHAILLAT en qualité de préfet du Cantal ;

**VU** l'arrêté ministériel du 18 juillet 2001 relatif aux taximètres en service ;

**VU** l'arrêté ministériel du 6 novembre 2015 relatif à l'information du consommateur sur les tarifs des cours de taxi ;

**VU** l'arrêté ministériel du 22 janvier 2024 relatif aux tarifs des courses de taxi pour 2024 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2023-171 du 03 février 2023 portant modification des tarifs de transport par taxis pour l'année 2023 ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture du Cantal ;

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1:**

Sont soumis aux dispositions du présent arrêté les taxis tels qu'ils sont définis par l'article R. 3120-1 et suivants du code des transports.

I - En application de l'article L. 3121-1, un véhicule affecté à l'activité de taxi est muni d'équipements spéciaux comprenant :

1° Un compteur horokilométrique homologué, dit « taximètre », conforme aux prescriptions du décret n° 2006-447 du 12 avril 2006 relatif à la mise sur le marché et à la mise en service de certains instruments de mesure ;

2 Cours Monthyon  
15 000 AURILLAC  
Tél. : 04 71 46 23 00  
Site internet : [www.cantal.gouv.fr](http://www.cantal.gouv.fr)

2° Un dispositif extérieur lumineux portant la mention « taxi », dont les caractéristiques sont fixées par le ministre chargé de l'industrie, qui s'illumine en vert lorsque le taxi est libre et en rouge lorsque celui-ci est en charge ou réservé ;

3° Une plaque fixée au véhicule et visible de l'extérieur indiquant le numéro de l'autorisation de stationnement ainsi que son ressort géographique tel qu'il est défini par l'autorité compétente pour délivrer l'autorisation de stationnement ;

4° Sauf à ce que le compteur horokilométrique en remplisse la fonction, un appareil horodateur homologué, fixé au véhicule, permettant, lorsqu'une durée maximale d'utilisation du taxi est prescrite par l'autorité compétente, d'enregistrer les heures de début et de fin de service du conducteur.

II.-Il est, en outre, muni de :

1° Une imprimante, connectée au taximètre, permettant l'édition automatisée d'une note informant le client du prix total à payer conformément aux textes d'application de l'article L. 112-1 du Code de la consommation ;

2° Un terminal de paiement électronique, mentionné à l'article L. 3121-1 du code des transports, en état de fonctionnement et visible, tenu à la disposition du client, afin de permettre au prestataire de services de paiement d'accomplir l'obligation d'information prévue à l'article L. 314-14 du code monétaire et financier.

## **ARTICLE 2 :**

Les tarifs maxima pouvant être appliqués dans le département du Cantal pour le transport de voyageurs par les exploitants de taxis automobiles munis de compteurs horokilométriques sont fixés comme suit, taxe sur la valeur ajoutée comprise :

- valeur de la chute : 0,10 euros
- prise en charge : 2,44 euros
- heure d'attente ou de marche lente : 26,11 euros

Pour les courses de petite distance, un minimum de perception de 8 euros sera appliqué.

## **TAUX KILOMÉTRIQUES :**

TARIFS	TARIFS KILOMÉTRIQUES EN EUROS	DISTANCE DE LA CHUTE DE 0,10 euros EN METRES
A	<b>1,13</b>	88,49
B	<b>1,42</b>	70,42
C	<b>2,26</b>	44,25
D	<b>2,84</b>	35,21

### **DÉFINITION DES TARIFS :**

	<b>JOUR 7 H - 19 H</b>	<b>NUIT 19 H - 7 H</b>
Départ et retour en charge à la station	<b>A</b>	<b>B</b>
Départ en charge et retour à vide à la station	<b>C</b>	<b>D</b>

La longueur de la 1<sup>ère</sup> chute sera égale à la distance de chute normale.

La prise en charge incorpore un parcours équivalent à la 1<sup>re</sup> chute du compteur au tarif appliqué.

### **TARIF NEIGE VERGLAS :**

Si les deux conditions suivantes sont réunies :

- routes effectivement enneigées ou verglacées ;
- véhicules comportant les équipements spéciaux ou pneumatiques antidérapant dits « pneus hiver ».

Une information par voie d'affichette, apposée dans les véhicules devra indiquer à la clientèle les conditions d'application et le tarif pratiqué.

Une majoration correspondant à l'application des tarifs B et D pourra être pratiquée mais ne se cumulera pas avec la majoration applicable aux courses effectuées de nuit ou les dimanches et jours fériés.

### **ARTICLE 3 :**

Les tarifs de nuit (B ou D) sont applicables entre 19 heures et 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés.

Tout changement de tarif intervenant pendant une course doit être obligatoirement signalé au client par le conducteur.

### **ARTICLE 4 :**

Les colis à mains sont transportés gratuitement.

Il peut être perçu un supplément forfaitaire maximum de 2 euros par unité, taxe sur la valeur ajoutée comprise, pour chacun des bagages suivants :

- 1° ceux qui ne peuvent être transportés dans le coffre ou dans l'habitacle du véhicule et nécessitent l'utilisation d'un équipement extérieur ;
- 2° ces valises, ou bagages de taille équivalente, au-delà de trois valises, ou bagages de taille équivalente, par passager.

### **ARTICLE 5 :**

2 Cours Monthyon  
15 000 AURILLAC  
Tél. : 04 71 46 23 00  
Site internet : [www.cantal.gouv.fr](http://www.cantal.gouv.fr)

Pour le transport de la 5<sup>e</sup> personne adulte, il peut être perçu un supplément de 4,00 euros, taxe sur la valeur ajoutée comprise.

#### **ARTICLE 6 :**

En application des dispositions de la loi du 30 juillet 1987, il est interdit de refuser la prise en charge des chiens guides d'aveugle ou d'assistance accompagnant les personnes titulaires de la carte d'invalidité ou de la carte de priorité pour personne handicapée, aucun supplément « animal » ne peut être facturé pour cette prise en charge.

#### **ARTICLE 7 :**

Sont affichés de manière visible et lisible à l'intérieur de chaque véhicule muni ou non d'un compteur horokilométrique :

- 1° Les taux horaires et kilométriques en vigueur et leurs conditions d'application ;
  - 2° Les montants et les conditions d'application de la prise en charge et des suppléments ;
  - 3° Le cas échéant, les montants des forfaits et leurs conditions d'application ;
  - 4° Les conditions dans lesquelles la délivrance d'une note est obligatoire ou facultative ;
  - 5° L'information selon laquelle le consommateur peut demander que la note mentionne son nom ainsi que le lieu de départ et le lieu d'arrivée de la course ;
  - 6° L'information selon laquelle le consommateur peut régler la course par carte bancaire ;
- De plus, les affichettes comportant les tarifs devront reprendre la formule suivante :  
« *Quel que soit le montant inscrit au compteur, la somme minimum perçue par le chauffeur pourra être de 8 euros* ».

Le compteur horokilométrique devra être placé de telle manière que le client puisse lire facilement le prix à payer.

La mise en route du compteur horokilométrique se fera au moment du démarrage du véhicule. En fin de trajet, la remise à zéro du compteur n'interviendra qu'après le règlement du prix à payer.

Un dispositif répéteur, visible de l'extérieur, indiquera par éclairage de la lettre correspondante, le tarif kilométrique utilisé.

#### **ARTICLE 8 :**

La lettre majuscule **S** de couleur **ROUGE** d'une hauteur minimale de 10 mm, sera apposée sur le cadran du taximètre après adaptation aux tarifs fixés par le présent arrêté.

#### **ARTICLE 9 :**

Les exploitants de taxis devront délivrer une note conformément aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 6 novembre 2015.

Toute course doit faire l'objet, dès qu'elle a été exécutée et en tout état de cause avant paiement du prix, de la délivrance d'une note lorsque le prix de la course est supérieur ou égal à 25 euros. Pour les courses dont le prix est inférieur à 25 euros, la délivrance d'une note est facultative, mais celle-ci doit être remise au client s'il la demande.

Les conditions dans lesquelles la délivrance d'une note est facultative ou obligatoire doivent être rappelées à la clientèle par un affichage lisible dans le véhicule.

2 Cours Monthyon  
15 000 AURILLAC  
Tél. : 04 71 46 23 00  
Site internet : [www.cantal.gouv.fr](http://www.cantal.gouv.fr)

1) Doivent être imprimés sur la note au moyen de l'imprimante mentionnée au 1° du II de l'article R.3121-1 du code des transports :

- a) La date de rédaction de la note ;
- b) Les heures de début et fin de la course ;
- c) Le nom ou la dénomination sociale du prestataire ou de sa société ;
- d) Le numéro d'immatriculation du véhicule de taxi ;
- e) L'adresse postale à laquelle peut être adressée une réclamation, (commission locale des transports publics particuliers de personnes, Préfecture du Cantal, Direction de la Citoyenneté, de la Légalité et de l'Environnement, 2 Cours Monthyon, 15 000 AURILLAC) ;
- f) Le montant de la course minimum ;
- g) Le prix de la course toutes taxes comprises hors suppléments.

2) Doivent être soit imprimés, soit portés de manière manuscrite :

- a) La somme totale à payer toutes taxes comprises, qui inclut les suppléments ;
- b) Le détail de chacune des majorations prévues à l'article 2 du décret du 7 octobre 2015 susvisé. Ce détail est précédé de la mention « supplément(s) ».

Si le client le demande, la note doit également mentionner de manière manuscrite ou, le cas échéant, par impression :

- a) Le nom du client ;
- b) Le lieu de départ et le lieu d'arrivée de la course.

#### **ARTICLE 10 :**

Les taximètres sont soumis à la vérification périodique prévue par le décret n° 2001-387 du 3 mai 2001 ainsi que par l'arrêté ministériel du 18 juillet 2001. Cette vérification est assurée par les organismes agréés par les services de l'État chargés de la métrologie.

#### **ARTICLE 11 :**

Le présent arrêté abroge et remplace les dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2023-171 du 03 février 2023.

#### **ARTICLE 12 :**

Les dispositions du présent arrêté entrent en application le lendemain de sa publication.

#### **ARTICLE 12 :**

Cet arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Les particuliers peuvent déposer un recours auprès du tribunal administratif par la voie du « télérecours citoyens » (<https://www.telerecours.fr>)

2 Cours Monthyon  
15 000 AURILLAC  
Tél. : 04 71 46 23 00  
Site internet : [www.cantal.gouv.fr](http://www.cantal.gouv.fr)

**ARTICLE 13 :**

Le secrétaire général de la préfecture du Cantal, la directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations, et toutes autres autorités compétentes sont chargées chacune en ce qui la concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

*Signé*

Laurent BUCHAILLAT

2 Cours Monthyon  
15 000 AURILLAC  
Tél. : 04 71 46 23 00  
Site internet : [www.cantal.gouv.fr](http://www.cantal.gouv.fr)